

Réf : CDF/001/2013

Conakry, le 13 juin 2013

Objet : Transmission de la synthèse des conclusions et recommandation du dialogue inter-guinéen

Le Collège des Facilitateurs du dialogue inter-guinéen a le plaisir de vous faire tenir aux fins utiles, la synthèse des conclusions et recommandations du Dialogue inter-guinéen (5 – 9 juin 2013) telle que présentée, au nom des participants, par M. Said Djinnit, Facilitateur international, au cours de la séance publique du 9 juin 2013.

Le Collège des Facilitateurs prie chaque partie concernée d'assurer le suivi des conclusions et des recommandations qui la concerne. Il invite toutes les parties à maintenir un climat d'apaisement propice à la résolution des questions en suspens et à la création des conditions favorables à la tenue d'élections législatives, libres et transparentes.

Veuillez agréer, Mesdames et Messieurs, l'assurance de notre parfaite considération.

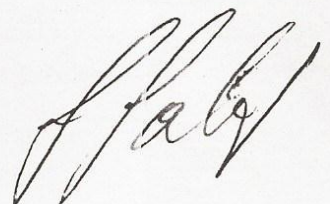
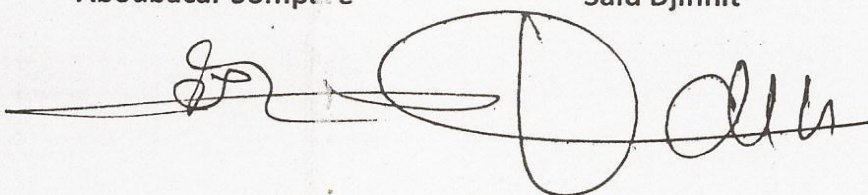
- M. Mohamed Said Fofana, Premier Ministre, Chef du Gouvernement
- M. François Louncény Fall, Ministre d'Etat chargé des Affaires Etrangères et des Guinéens de l'Etranger
- Mme Nantanin Cherif, Chef de la délégation de la Mouvance présidentielle
- M. Aboubacar Sylla, Porte-parole de l'Opposition
- M. Bakary Fofana, Président de la CENI
- Représentants de la Communauté internationale (OIF, UE, PNUD, CEDEAO, France, Etats-Unis d'Amérique)

Le Collège des Facilitateurs

Aboubacar Somparé

Said Djinnit

Salifou Sylla



Synthèse des conclusions et recommandations du Dialogue inter-guinéen (5 – 9 juin 2013) présentée au nom des participants par M. Said Djinnit, Facilitateur international, au cours de la séance publique du 9 juin 2013

1. Des consultations préliminaires ont été engagées avec l'implication des responsables de partis politiques, des représentants de la Mouvance présidentielle et du Gouvernement, les dirigeants de l'opposition, le Collège des Facilitateurs et des membres de la Communauté internationale sur la création des conditions pour le lancement du dialogue inter-guinéen. A la suite de ces consultations, le principe a été retenu d'aller à ce dialogue, sans condition, sans tabou et le plus tôt possible.
2. Une première réunion a eu lieu le 3 juin 2013 au Palais du Peuple qui a permis des concertations entre les parties prenantes, notamment les partis de la Mouvance présidentielle et l'Opposition, les Responsables du Gouvernement, les membres de la Communauté internationale, et le collège des Facilitateurs. A l'occasion de cette réunion de concertation présidée par le Premier Ministre, les parties ont retenu un projet d'ordre du jour en quatre points. Elles se sont également mises d'accord sur la nécessité de prendre des mesures d'apaisement à la veille de cet important dialogue.
3. Les parties se sont ainsi mises d'accord pour envoyer des messages de circonstance à leurs militants respectifs et à l'opinion publique en général afin qu'un climat d'apaisement soit instauré qui aboutisse à l'apaisement et à la création des conditions pour la tenue d'élections libres, transparentes et apaisées.
4. Sur cette base, le dialogue a commencé officiellement le 5 juin par une cérémonie d'ouverture présidée par M. Mohamed Said Fofana, Premier Ministre. A cette occasion, l'ordre du jour suivant a été formellement adopté: (1) les questions liées à l'opérateur technique et au fichier électoral, (2) le fonctionnement de la CENI, (3) le vote des Guinéens de l'étranger, et (4) le chronogramme électoral.
5. Après la séance d'ouverture, la Présidence de la réunion a été confiée à Mr François Louceny Fall, Ministre d'Etat, Ministre des Affaires étrangères et des Guinéens de l'étranger qui l'a conduite jusqu'à son terme.
6. Le dialogue a commencé par l'examen de la question portant sur le fonctionnement de la CENI. Les parties sont vite arrivées à la conclusion que des mesures soient prises pour remédier aux dysfonctionnements constatés, notamment le respect strict de la loi organique et du règlement intérieur, le renforcement des capacités de la CENI, le retour de l'harmonie au sein de l'institution, et le respect de la périodicité des réunions y compris celles prévues par le statut pour le Bureau Exécutif.
7. Les parties ont en outre convenu de la nécessité de mettre en place un comité de veille inclusif qui comprendra toutes les parties concernées (CENI, Gouvernement, partis politiques, sous la présidence d'un représentant de la Cour Suprême). Ces mesures devraient permettre de rétablir le fonctionnement de la CENI sur une nouvelle base et ramener la confiance entre toutes les parties autour du processus électoral.
8. La réunion a ensuite examiné les autres questions de son agenda, à savoir l'opérateur technique, le fichier électoral et le vote des Guinéens de l'extérieur dans un "package".

Après avoir initialement émis des réserves sur le vote des Guinéens de l'étranger, la délégation de la Mouvance présidentielle a fini par lever ses réserves. Il a été ainsi convenu que les Guinéens vivant à l'étranger pourraient participer aux législatives dans les mêmes termes et conditions que ceux qui avaient prévalu à l'élection présidentielle de 2010, sur la base de la même liste électorale, sans nouvelle révision.

9. S'agissant de la question de l'opérateur technique et du fichier électoral, les deux parties ont eu des positions divergentes. La Mouvance présidentielle n'a pas exprimé d'objection par rapport à l'opérateur technique ni sur le processus concernant le fichier électoral et le processus électoral en général. En revanche, l'Opposition a remis en cause l'opérateur technique ainsi que son mode de sélection et a exprimé des réserves par rapport à l'ensemble de son travail, plus précisément les opérations de révision de la liste électorale auxquelles elle n'a pas pris part et a souhaité qu'il y ait des corrections à cet égard.
10. A ce niveau du débat, les partenaires techniques et la Communauté internationale ont été invités à prendre la parole, à apporter les clarifications et s'il y a lieu les assurances nécessaires pour permettre aux parties concernées de prendre des décisions sur la base de ces informations, clarifications et assurances utiles. Les représentants de la communauté internationale, notamment ceux de la Francophonie, de l'Union Européenne, du PNUD, des Etats Unis, de la France, et de la CEDEAO, ont tous relevé que le processus de confection du fichier électoral sur la base du travail de l'opérateur actuel a été sécurisé. Ils ont souligné qu'une panoplie de mesures ont été prises pour sécuriser correctement ce processus. Ils ont également fait état de leur disposition à prendre des mesures additionnelles pour sécuriser davantage ce processus s'il en était besoin. De plus, ils ont exprimé leur disponibilité à mobiliser des moyens additionnels pour accompagner toute autre décision qui sera prise par les parties guinéennes.
11. Sur la base des assurances et des clarifications qui ont été apportées par les partenaires internationaux directement impliqués dans le soutien à la CENI et la confection du fichier électoral, le Facilitateur international a relevé le fait que l'opérateur technique actuel en charge de la confection de la Liste électorale ne sera pas impliqué dans le reste des opérations, en particulier la collecte, la remontée et la proclamation des résultats. Ces opérations seront conduites par d'autres organes compétents désignés à cet effet.
12. Au vu de toutes ces garanties et assurances données par la communauté internationale, le Facilitateur international a, dans un esprit de recherche de compromis, lancé un appel à l'opposition, au nom du collège des facilitateurs et de la communauté internationale, de bien vouloir accepter d'aller aux élections avec le partenaire technique existant, accompagné de toutes les mesures de sécurisation et des mesures additionnelles qui pourront être apportées.
13. A ce stade, l'Opposition a souhaité une suspension des travaux pour permettre à sa délégation de se consulter et de revenir avec des propositions. Après ses consultations, l'Opposition a déclaré à la reprise qu'elle serait prête à se joindre au processus électoral avec l'opérateur technique actuel à condition que certaines assurances soient données quant à la satisfaction de ses préoccupations suivantes:

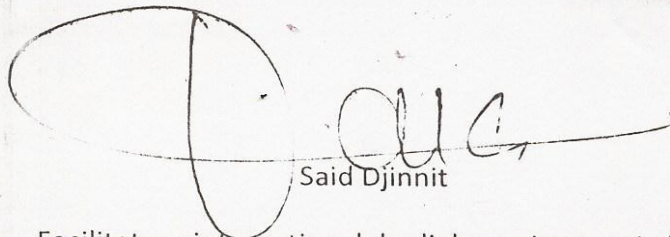
- (i) Le Gouvernement accepte à titre social, le principe de l'indemnisation des victimes des violences dans un esprit de justice, de préservation de la cohésion sociale et nationale;
 - (ii) Le Gouvernement s'engage à diligenter des enquêtes judiciaires et à lutter contre l'impunité concernant les exactions commises au cours des derniers mois;
 - (iii) Le principe de la reconstitution des CARLE conformément à la loi électorale, pour en faire des structures inclusives de tous les partis politiques en compétition;
 - (iv) La réouverture des inscriptions sur les listes électorales pour permettre la révision de ces listes;
 - (v) Le recrutement de deux experts proposés par l'opposition dont le rôle serait de surveiller la finalisation du fichier afin de renforcer la confiance de l'opposition;
 - (vi) Le renforcement des capacités de la CENI, l'amélioration de son fonctionnement, y compris par la mise en place du Comité de veille proposé par la mouvance présidentielle;
 - (vii) La sélection, d'ici aux élections de 2015, d'un nouvel opérateur technique, sur la base d'un cahier des charges consensuel et d'une procédure transparente d'appel d'offre;
 - (viii) L'engagement par le Gouvernement de faire cesser les différences de traitements dont sont victimes les dirigeants de l'opposition, en particulier concernant l'accès équitable aux médias d'Etat;
 - (ix) La nécessité pour le Gouvernement de garantir la neutralité des autorités représentant l'Etat au niveau local;
 - (x) Finalement l'opposition suggère de coupler les élections législatives avec les municipales prévues en 2014, pour économiser des ressources financières et pour épargner au pays d'autres pressions électorales à l'occasion des élections locales de 2014;
14. En réponse à ces dix préoccupations exprimées par l'opposition pour l'amener à se joindre au processus électoral sur la base de l'opérateur technique actuel, toutes les questions évoquées ci-dessus qui sont de la compétence des institutions de l'Etat, notamment le Gouvernement ou du Conseil National de la Communication etc., il a été recommandé que, au nom des participants au dialogue, des recommandations soient faites à tous ces organes pour qu'ils procèdent aux rectifications et aux corrections appropriées et apportent les assurances et les garanties nécessaires. Le Facilitateur international a noté que durant le dialogue, certains responsables du Gouvernement lui ont manifesté leur disponibilité par rapport à ces questions. S'agissant de la reconstitution des CARLE et de la révision de la liste électorale, les délégations ont convenu en dernier ressort de s'en remettre à la CENI pour proposer les modalités de prise en considération de ces recommandations.

15. Après une suspension de la séance, la CENI a procédé à des consultations sur place avec le soutien de l'expertise internationale. Après ces délibérations, la CENI a annoncé qu'il était possible de satisfaire ces deux demandes. Elle a ajouté qu'elle avait besoin, pour cela, d'un délai raisonnable pour discuter en interne, avec le soutien de l'expertise internationale et produire des propositions concrètes quant à la mise en œuvre de ces deux recommandations du dialogue. La délégation de la Mouvance présidentielle a réservé sa position sur ce point, en attendant les recommandations de la CENI, en particulier en ce qui concerne leur implication sur le calendrier électoral.
16. S'agissant de la demande de l'opposition portant sur le choix d'un nouvel opérateur technique pour les listes électorales des présidentielles de 2015, la Mouvance présidentielle a répondu que cette question pourrait être discutée par la future Assemblée nationale en même temps que d'autres questions concernant l'amélioration du processus électoral.
17. Concernant enfin la dernière question à l'ordre du jour portant sur le chronogramme électoral, il a été retenu depuis le début des discussions sur l'ordre du jour que cette question ne serait qu'une conséquence d'un certain nombre de conclusions qui seraient tirées sur les trois premières questions de l'ordre du jour. Le Facilitateur a ensuite noté que cette question était donc encore entre les mains de la CENI avec le concours des experts internationaux qui devra tirer les conséquences sur le chronogramme électoral de toutes les conclusions et décisions du dialogue.
18. Les participants au dialogue se sont félicités du caractère fraternel, ouvert, et constructif qui a marqué les débats. Ils se sont réjouis des perspectives pour la Guinée de s'offrir bientôt des élections libres, transparentes, justes et ouvertes, avec l'appui constant de la Communauté internationale dont ils saluent l'action. Ils ont formulé l'espoir que leurs recommandations du dialogue seront mises en œuvre pour le bénéfice de la Guinée et de sa démocratie.
19. Au nom des participants, le Facilitateur international a relevé qu'il y avait encore du travail à faire. Il a indiqué à cet égard que les Facilitateurs continueront à engager toutes les parties prenantes à savoir la Mouvance et l'Opposition ainsi que la CENI au sujet du suivi des conclusions du dialogue et en particulier concernant les questions sur lesquelles il n'y a pas eu encore un accord complet. Il a rappelé que les participants ont convenu de maintenir un climat apaisé. A cet effet, les déclarations que les responsables politiques seront appelés à faire doivent s'inscrire dans le sens de l'apaisement recherché. Ils se sont mis d'accord pour que dans leurs éventuelles déclarations publiques, les responsables politiques s'en tiendraient à la position telle que reflétée dans la déclaration du Facilitateur international qui tient lieu de conclusions du dialogue.
20. En conclusion, le Facilitateur a souligné que les débats avaient été francs et fraternels et se sont déroulés dans une atmosphère très conviviale en dépit de quelques moments de tension qui étaient inévitables. Au nom de ses collègues facilitateurs et des représentants de la Communauté internationale et au nom de tous les Guinéens, le Facilitateur international a salué l'esprit d'ouverture et la disposition à rechercher des compromis manifestés par les participants au dialogue incluant les représentants de la mouvance présidentielle et de l'opposition, ainsi que ceux de partis qui n'appartiennent pas à ces coalitions et qui ont pris part aux discussions. Il a relevé que le dialogue

guinéen avait fait des avancées telles qu'il est désormais permis d'espérer que les élections législatives soient ouvertes à tous ceux qui veulent y prendre part et qu'elles aient lieu dans les conditions d'équité, de transparence que la Communauté internationale accompagnera très volontiers.

21. Le Facilitateur international a ensuite salué les parties prenantes guinéennes au dialogue y compris le Premier Ministre qui a ouvert les travaux, les membres du Gouvernement qui ont bien voulu être présents tout au long des discussions et qui par leur présence ont apporté leur contribution positive, les délégations de la Mouissance présidentielle et de l'opposition, les représentants des autres partis politiques ainsi que la CENI. Il a rendu hommage aux leaders politiques de tous bords qui ont joué un rôle constructif. Il a tenu à remercier les représentants de la Communauté internationale (OIF, UE, ONU, CEDEAO, France, Etats Unis) qui ont été présents tout au long des discussions et ont soutenu les parties guinéennes de façon constructive. Il a également remercié ses collègues membres du collège des Facilitateurs. Enfin, le Facilitateur international a tenu à rendre hommage au Ministre d'Etat François Louceny Fall, Ministre des Affaires Etrangères et des Guinéens de l'Etranger. Il l'a félicité pour sa brillante présidence du dialogue et pour le sens de l'équité et le talent dont il a fait montre dans la conduite du dialogue.

Signé à Conakry, le 13 juin 2013



Said Djinnit

Facilitateur international du dialogue inter-guinéen

Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest